

Sommaire

page 1	Edito:	Quand commerce et solidarité couchent dans le même lit !
page 2	Projet :	Mexique/Guatemala : des communautés rurales se mobilisent pour la santé !
page 3	Analyse:	Bolivia et IpDH : à la croisée des chemins
page 4	En bref:	Hommages à René Schnorf et Sandro Pedrol Honte à la collaboration du DFAE avec Philipp Morris! A ne pas manquer: ALTERNATIBA

Engagée pour la santé!

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Edito

Quand commerce et solidarité couchent dans le même lit: les nouvelles orientations de M. Cassis pour la Coopération Internationale

Dans son rapport sur la Coopération Internationale (CI), M. Cassis affirme clairement que celle-ci doit désormais défendre les intérêts de la Suisse de manière plus décidée et arrêter de s'empêtrer dans les ODD qui diminuent notre efficacité. Certes, on continuera de parler de «Coopération Internationale», et peu importe si ces anciens vocables ont perdu leur signification initiale. «Les objectifs ne changent pas, c'est seulement la stratégie qui évolue», dicit... le chef de la Direction du Développement et de la Coopération, Manuel Sager (le Courrier, 24.05.19).

Diminuer le financement de la CI: La Suisse est signataire de traités qui stipulent que l'aide au développement devrait s'élever à 0,7% des budgets nationaux. Pourtant, elle rétro-pédale : elle attribue de moins en moins d'argent à la CI et passe de 0,5% à 0,4% pour la période 2020-2024. Pour rappel, les comptes fédéraux ont «clos 2018 avec un excédent de 2,9 milliards de francs. La hausse des recettes a également amélioré les perspectives pour 2020 à 2022» (Bilan, 13.02.2019). Et on voudrait passer à 0,4% du budget pour la CI?

Donner des chances aux privés: M. Sager maîtrise l'art de raboter les angles. Par exemple: selon M. Cassis, la CI doit servir les intérêts de la Suisse. Mais M. Sager rétorque: «Les intérêts au sens large, ça comprend aussi la paix, la sécurité et la stabilité des marchés». Et d'ajouter: «Mais le but est bien de renforcer la collaboration avec les entreprises». Ou encore: «La DDC ne va pas soutenir les entreprises mais mettre en mouvement des synergies au profit des uns et des autres». Non mais oui: on veut associer les entreprises privées à des pro-

jets de CI ! Depuis quand les entreprises s'intéressent-elles au développement... des autres?

Se tourner vers l'Afrique: M. Cassis et M. Sager trouvent qu'il faut aller à la rescousse des plus pauvres, c'est-à-dire en Afrique. C'est le moment! Mais qui ferait confiance à un pays qui choisit de «renforcer la collaboration avec les entreprises»? A ce sujet, il faut lire l'article paru dans «Global», le journal d'Alliance sud, qui relate avec amertume les conséquences néfastes d'un partenariat avec des investisseurs privés au Ghana, article intitulé: «Ils ont dit qu'ils apporteraient le développement», et qui conclut, par la bouche d'une femme: «Pour l'heure, nous n'avons même pas d'eau potable dans les villages». Alors qu'est-ce que M. Cassis veut aller faire en Afrique?

Contenir la migration: Là, c'est sans doute trop tard. Les seuls projets économiques ne vont probablement pas changer la donne. Difficile de croire que les conditions d'existence désastreuses des Africain·e·s vont se transformer rapidement, après les exactions commises par les Européen·ne·s pendant des siècles. Donc seules des mesures visant à contenir violemment les habitant·e·s à l'intérieur de leurs frontières vont peut-être pouvoir endiguer les migrations. Et ce serait à la CI de se rendre complice de cette répression hors de nos frontières? Où, mais où? Où se trouvent les femmes dans ces perspectives dessinées par M. Cassis? Où se trouvent les domaines préférentiels de la CI, tels que la santé et l'éducation? Où se trouvent les ODD? La CI qui vire à droite toute, où est-ce que ça nous mène?

Viviane Luisier, présidente

Mexique/Guatemala : des communautés rurales se mobilisent pour la santé !

La CSSR a commencé une collaboration avec l'organisation Madre Tierra México, dans le département du Chiapas, à cheval sur la frontière Mexique-Guatemala, dans le but d'améliorer les conditions de santé de huit communautés.

Par Alicia Pary

La CSSR avait déjà eu, par le passé, des contacts avec Helena Blanco, la coordinatrice de Madre Tierra México (MTM), les valeurs de nos deux organisations étant les mêmes et l'accès aux soins figurant parmi les domaines d'action de MTM : il était donc logique que nos liens finissent par déboucher sur une collaboration.

Madre Tierra México travaille, depuis 1997, aux côtés d'organisations indigènes, paysannes, ouvrières et populaires de l'Etat du Chiapas. En 2010, sa zone de travail s'est étendue au département de Huehuetenango, au nord du Guatemala.

Sa mission est d'offrir des opportunités aux personnes les plus vulnérables de cette société en leur donnant les outils nécessaires – notamment éducatifs – permettant d'améliorer leurs conditions de vie à tous les niveaux : accès aux soins, droits humains, habitat et alimentation sains. MTM travaille également sur l'auto-estime, la solidarité et le respect de la différence, que ce soit entre individus, au sein des familles ou parmi les communautés.

Le projet de santé que nous allons soutenir s'inscrit dans le travail déjà réalisé par MTM depuis 2013. Un premier projet, soutenu par la Fédération genevoise de coopération (FGC) dans la région d'Escuintla, avait permis la formation de 15 promoteurs-trices en santé communautaire, la construction d'un centre de santé régional et de deux maisons de santé, dont une au Guatemala. Un médecin, dont le poste était financé par la FGC, avait également pu assumer un rôle de formateur des promoteurs-trices, parallèlement à une activité médicale. Aujourd'hui, notre projet est axé sur la formation et la prévention, dans une zone frontière entre le Mexique et le

Guatemala (environ 500 familles). Le premier objectif consistera à former 15 nouveaux-elles promoteurs-trices de santé, afin de mieux couvrir les besoins médicaux dans cette région. Ils-elles dispenseront des consultations médicales directement dans les communautés, tout comme le médecin-formateur, engagé à mi-temps et basé dans la maison de santé de Trinitaria, au Chiapas.

Le second objectif consistera à informer et alerter la population au sujet de maladies évitables par des gestes simples comme le lavage des mains, par la modification des comportements alimentaires ou par l'amélioration des conditions d'habitation, souvent précaires. Dans le cadre de leur formation, les promoteurs-trices suivent des cours techniques, incluant des connaissances en construction d'habitats durables (toilettes sèches, fours, puits, etc.). Ils-elles transmettent ensuite ces techniques à la population, qui réalise les travaux de

manière collective, sous la supervision des promoteurs-trices.

Enfin, dans les ateliers de prévention organisés par les promoteurs-trices dans les communautés, l'accent sera mis sur la santé sexuelle et reproductive, information essentielle vu la jeunesse de la population et le fait que ces questions ne font l'objet d'aucun cours scolaire et restent tabou dans les familles.

Le projet doit encore être approuvé par la FGC, croisons les doigts !



Réception des briques pour la construction des fours écologiques dans le département de Huehuetenango, Guatemala, en 2015 © Madre Tierra

Bolivie et IpDH : à la croisée des chemins

En mai 2019, Aude Martenot, secrétaire générale de la CSSR, s'est rendue en Bolivie pour rencontrer l'équipe de l'IpDH (Instituto para el Desarrollo Humano). Son projet d'accès aux soins pour les personnes les plus vulnérables au VIH (adolescent-e-s, personnes LGBTIQ, travailleuses du sexe), soutenu par la CSSR depuis 2010, en est à la dernière année de sa 3ème phase.

Nous avons constaté que l'IpDH a acquis un statut de référence pour les diverses institutions locales de santé. L'équipe offre des consultations, intervient en cas de plainte pour discrimination, promeut les tests rapides et la prise de médicaments, donne des ateliers et des cours de sensibilisation au personnel de santé et aux futurs médecins à l'université. Un travail qui porte ses fruits, comme le souligne la récente évaluation externe. Cette dernière encourage une reprise du modèle de service intégral proposé par l'IpDH aux autorités publiques et recommande la poursuite du projet, en axant la prochaine ou 4ème phase sur des objectifs de durabilité et de reproductibilité.



Consultation pour effectuer un test rapide VIH, juin 2018. © IpDH

En effet, il est temps, pour l'IpDH, de réfléchir à des activités qui lui permettent de pérenniser son action sans dépendre totalement du soutien international. Nous ne nous faisons pas d'illusion sur la possibilité de «s'autofinancer» pour un projet de santé. Néanmoins, plusieurs facteurs pourraient menacer l'avenir des associations en Bolivie. En premier lieu, les élections présidentielles d'automne, puis, le retrait de l'aide internationale suisse (voir encadré ci-dessous). Quoi qu'il en soit, la CSSR continuera d'appuyer l'IpDH et son projet.

En effet, il est temps, pour l'IpDH, de réfléchir à des activités qui lui permettent de pérenniser son action sans dépendre totalement du soutien international. Nous ne nous faisons pas d'illusion sur la possibilité de «s'autofinancer» pour un projet de santé. Néanmoins, plusieurs facteurs pourraient menacer l'avenir des associations en Bolivie. En premier lieu, les élections présidentielles d'automne, puis, le retrait de l'aide internationale suisse (voir encadré ci-dessous). Quoi qu'il en soit, la CSSR continuera d'appuyer l'IpDH et son projet.

Quelques questions à Gaspard Nordmann, ancien secrétaire général de la CSSR, qui vit actuellement en Bolivie :

1. Le Conseil fédéral suisse a annoncé un possible retrait de ses projets de coopération internationale dans plusieurs pays d'Amérique latine, dont la Bolivie. Quel impact cette décision pourrait-elle avoir sur la population? Cette aide est-elle superflue?

Superflue? Certainement pas. Il est vrai que la Bolivie connaît une croissance économique depuis des années, notamment grâce à la nationalisation des ressources naturelles. La pauvreté a diminué et une classe moyenne a vu le jour. Mais quand on observe la réalité, on voit que les besoins sont bien là et les inégalités restent fortes. Malgré la croissance du pays, l'amélioration des conditions de vie de beaucoup de communautés rurales et urbaines dépend toujours de l'aide financière de la coopération internationale, car les fonds publics sont limités et souvent mal gérés. Le retrait de la Suisse – qui suivrait celui de nombreuses autres agences – risque donc d'affecter le pays et sa population.

2. Des élections présidentielles se préparent pour le mois d'octobre. Quels enjeux se dessinent en fonction des candidat-e-s ?

Les enjeux des prochaines élections se résument en un seul: Evo reste ou Evo part! La campagne ne dépasse pas, pour l'instant, cette polarisation: le gouvernement entre en campagne avec un discours «anti-droite» un peu vide de contenu. De l'autre côté, les candidat-e-s d'une opposition fragmentée n'apportent ni vision du pays, ni réel programme politique. Si le gouvernement reste, peut-être aura-t-il

l'intelligence de déverrouiller les hautes sphères et d'apporter un renouveau du leadership. Si l'opposition gagne, c'est un peu l'inconnu, puisqu'on ne connaît pas ses véritables desseins ni sa capacité à apporter une stabilité au pays. Ce qui est certain, c'est que le gouvernement élu n'aura pas beaucoup d'appui et que gouverner sera difficile.

3. Pour le projet de lutte contre le VIH de l'IpDH à Cochabamba, quels impacts peuvent avoir ces changements?

Le retrait des bailleurs rendrait sans doute sa vie plus difficile, même si l'IpDH ne touche pas directement des fonds de la DDC. Mais le spectre des donateurs se réduit. Il lui faut donc renforcer ses partenariats actuels, diversifier

ses sources de financements et continuer à générer ses propres revenus. Les membres de l'IpDH proposent un modèle intéressant et ils ont beaucoup d'énergie, mais il y a encore du chemin à faire pour obtenir une structure durable.

Au niveau des élections, un changement de gouvernement pourrait être bénéfique à l'IpDH à condition qu'il se traduise par une plus grande préoccupation de l'Etat pour la lutte contre le VIH, par des politiques plus sociales et démocratiques, et par un moindre contrôle des ONG. A part ce dernier point, tout cela semble peu vraisemblable compte tenu de l'idéologie néo-libérale qui guide la plupart des candidat-e-s d'opposition.



Un cours donné par l'équipe de l'IpDH aux étudiant-e-s de médecine, mai 2019. © CSSR

René Schnorf (1937-2019)

Né à Lausanne en 1937, René Schnorf s'est éteint le 1er juin 2019. Après des études universitaires en Lettres, il quitte Lausanne pour l'Algérie où il séjournera de 1964 à 1967. Son épouse Françoise, qui sera quelques décennies plus tard présidente de la Centrale Sanitaire Suisse Romande, l'accompagne. C'est dans le Mouvement Démocratique des Etudiants, né au début des années 60, que René a forgé ses premières armes de militant. L'Algérie suscitait alors un grand enthousiasme dans les milieux progressistes auxquels appartenaient René et Françoise. De retour à Lausanne, il enseignera au Collège de Villamont, puis deviendra doyen, avant de prendre la direction du Centre d'Initiation aux Communications de masse (CIC). Il sera aussi président de la Société vaudoise des Beaux-Arts.



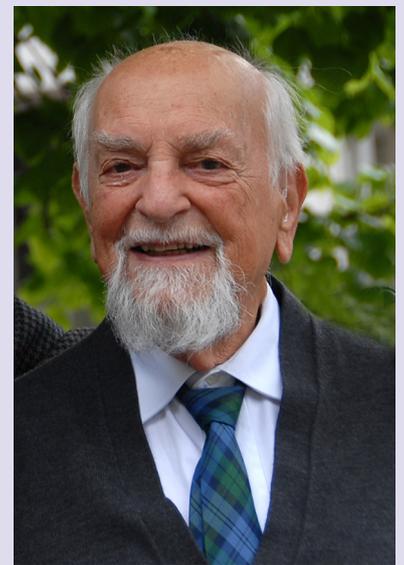
Si René Schnorf est toujours resté indépendant des partis politiques, ses engagements étaient clairement ceux d'un homme de gauche. Il aimait les actes concrets. Il n'était pas rare, ces dernières années, de le croiser sur le quai de la Gare de Lausanne, accueillant des migrant-e-s en provenance de Vallorbe.

Nous pensons avec émotion à Françoise, ses enfants et sa famille, et leur disons toute notre sympathie.

Au nom du Comité de la CSSR,
Jean-Pierre Guignard

Sandro Pedrolì (1923-2019)

Né à Bellinzona, Sandro a vécu son enfance alors que la menace du fascisme, du franquisme et du nazisme planait sur l'Europe. Adolescent, Sandro rejoint le Groupe Justice et Liberté. C'est le début de ses activités pour la justice sociale. Il entreprend des études de Médecine à Turin, poursuit sa formation médicale à Bellinzona pour s'établir finalement à Zürich. J'ai rencontré pour la première fois Sandro Pedrolì lors d'une manifestation du Mouvement anti-atomique à Berne dans les années 60. Petite barbiche en pointe et casquette rouge, il ressemblait à Lénine s'adressant à la foule. Son discours était clair, ferme et précis: il condamnait toute forme de violence ou d'oppression.



Le combat, Sandro l'a poursuivi toute sa vie, notamment dans ses activités comme membre puis président de la Centrale Sanitaire Suisse. Surnommé le médecin des immigrés, il a pratiqué avec une grande compétence une médecine à visage humain. En participant à plusieurs missions de la CSS au Vietnam et au Cambodge (1981) puis en Erythrée (1986) il a fait profiter ces peuples malmenés par la guerre de ses compétences médicales, de son sens des priorités et de sa chaleur humaine.

Sandro laissera un grand vide auprès de ses camarades zurichois, et auprès de ses ami-e-s romands.

Merci pour ton exemple et ton amitié, cher Sandro. Riposa in pace. Ciao!

Au nom de tes ami-e-s de la CSSR,
Jean-Pierre Guignard

La CSSR dénonce la collaboration du département des affaires étrangères (DFAE) avec la multinationale du tabac, Philipp Morris.

Dévoier le sens de l'expression «solidarité internationale» ne suffisant pas, le Département des affaires étrangères (DFAE) a récemment prouvé qu'il n'avait pas beaucoup de respect non plus pour la politique suisse de santé. En effet, le DFAE avait décidé d'offrir une plate-forme de présentation à Philipp Morris, la multinationale du tabac, lors de l'Exposition universelle 2020 à Dubaï. Cet affront à la politique sanitaire internationale a été largement dénoncé! Sous pression des militants et des ONG, le Conseiller fédéral y a finalement renoncé. Mais il faut rester sur nos gardes!

Annnonce Alternatiba

Le samedi 14 septembre 2019 marque la 5ème édition du FESTIVAL ALTERNATIBA au Parc des Bastions!

Ateliers pratiques, conférences-débats et projections de films engagés permettront de découvrir des initiatives tant locales qu'internationales pour répondre à la crise écologique, de mieux connaître les luttes menées par différents collectifs pour dénoncer le réchauffement climatique.

La CSSR y présentera son projet de réponse sanitaire face au désastre de l'extraction pétrolière en Amazonie équatorienne. On se réjouit de vous y voir nombreuses et nombreux !

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, CH – 1205 Genève Tél : +41 22 329 59 37
– info@css-romande.ch - www.css-romande.ch **Versements** CCP 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1700 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien :** 20 CHF par an